

Michel VAXÈS

*Bouches-du-Rhône (13^{ème} circonscription)
Gauche démocrate et républicaine*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe Gauche démocrate et républicaine
[J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléant du conseil d'orientation de la simplification administrative [J.O. du 2 août 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 31 octobre 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 7 mai 2008]

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 7 mai 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 27 juin 2008]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 27 juin 2008]

Membre de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 10 juillet 2008]

Vice-président de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 23 juillet 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 9 septembre 2008]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 9 septembre 2008]

DÉPÔT

Proposition de loi n° 652 visant à pérenniser et développer les services publics dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville [29 janvier 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Pouvoir d'achat.
[8 janvier 2008] (p. 37)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 48, posée le 4 décembre 2007. Voirie. A 55 (J.O. Questions p. 7539). Appelée le 4 décembre 2007. Prolongement, Bouches-du-Rhône (p. 4890)

DÉBATS

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2099)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2101) : rejetée (p. 2107)

Thèmes :

Droit pénal : alternatives à l'incarcération (p. 2102)

Droit pénal : comparution immédiate (p. 2103)

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 2105)

Droit pénal : individualisation de la peine (p. 2103)

Droit pénal : mineurs (p. 2099)

Droit pénal : mineurs : emprisonnement (p. 2104)

Droit pénal : mineurs : peines planchers (p. 2103)

Droit pénal : peines planchers (p. 2101)

Droit pénal : récidive : textes d'application (p. 2101)

Enfants : convention internationale des droits de l'enfant (p. 2100)

Jeunes : internat (p. 2104)

Justice : réforme : évaluation (p. 2105)

Professions sociales : éducateurs spécialisés : Seine-Saint-Denis (p. 2104)

Système pénitentiaire : lois (p. 2101)

Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 2102)

Discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2148) ; [18 juillet 2007] (p. 2167)

Article 1^{er} (instauration de peines minimales d'emprisonnement applicables dès la première récidive de crimes ou de délits)

Ses amendements n°s 36 (de suppression) et 37 (p. 2151, 2154)

Article 2 (instauration de peines minimales d'emprisonnement applicables dès la première récidive de crimes ou de délits)

Son amendement n° 38 (de suppression) (p. 2158)

Article 2 bis (obligation pour le procureur de la République de prescrire une enquête de personnalité avant de prendre des réquisitions tendant à retenir la récidive)

Son intervention (p. 2168)

Article 3 (peines minimales pour les mineurs et nouvelle possibilité d'exclusion de l'atténuation de la responsabilité pénale pour les mineurs de plus de 16 ans)

Ses amendements n° 40 (de suppression) et 41 (p. 2180, 2182)

Article 4 (information des jurés de la cour d'assises sur l'application des peines minimales)

Son amendement n° 42 (de suppression) (p. 2184)

Article 5 (application de l'injonction de soins en matière de suivi socio-judiciaire)

Ses interventions (p. 2184 et s.)

Son amendement n° 43 (de suppression) (p. 2186)

Article 6 (application de l'injonction de soins en cas de sursis avec mise à l'épreuve)

Son amendement n° 44 (de suppression) (p. 2188)

Article 7 (application de l'injonction de soins dans le cadre de la surveillance judiciaire)

Son amendement n° 45 (de suppression) (p. 2189)

Article 8 (impossibilité d'octroyer une réduction de peine à certains condamnés refusant les soins en détention)

Son amendement n° 46 (de suppression) (p. 2189)

Article 9 (renforcement du suivi médical dans le cadre de la libération conditionnelle)

Son amendement n° 47 (de suppression) (p. 2189)

Projet de loi n° 114 instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2334)

Son intervention (p. 2341)

Thèmes :

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : compétences (p. 2341)

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : moyens (p. 2341)

Discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2353, 2374)

Article 1er (statut et champ de compétence du Contrôleur général)

Ses amendement n° 63 et 64 (p. 2353, 2354)

Article 2 (conditions de nomination et garanties d'indépendance du Contrôleur général)

Son amendement n° 65 (p. 2357)

Article 6 (pouvoirs d'investigation du Contrôleur général et des contrôleurs)

Reprend l'adt n° 49 de M. Michel Hunault (p. 2365) : retiré (p. 2365)

Son amendement n° 66 (p. 2366) : adopté (p. 2369)

Son amendement n° 67 (p. 2376)

Seconde délibération

Article 6 (pouvoirs d'investigation du Contrôleur général et des contrôleurs)

Son intervention (p. 2384)

Explications de vote et vote [25 septembre 2007] (p. 2384)

Ses explications de vote (p. 2384)

Abstention du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 2385)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)

Son intervention (p. 4171)

Thèmes avant la procédure des questions :

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 4171)

Jeunes : protection judiciaire de la jeunesse (p. 4171)

Justice : carte judiciaire : réforme (p. 4171)

Procédure des questions :

Justice : représentation (p. 4183)

OUTRE-MER

Examen des fascicules [6 novembre 2007] (p. 3685, 3719)

Son intervention (p. 3698)

Thèmes avant la procédure des questions :

Emploi : contrats aidés : outre-mer (p. 3698)

Emploi : politique de l'emploi : outre-mer (p. 3698)

Impôts et taxes : investissements outre-mer (p. 3699)

Logement : logement social : outre-mer (p. 3698)

Ministères et secrétariats d'Etat : secrétariat d'Etat à l'outre-mer : missions (p. 3698)

SANTÉ

Examen du fascicule [6 novembre 2007] (p. 3645)

Procédure des questions :

Risques professionnels : maladies professionnelles : prévention (p. 3660)

Projet de loi organique n° 401 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4527, 4570)

Son intervention (p. 4554)

Thèmes :

Communes : autonomie (p. 4555)

Elections et référendums : calendrier électoral (p. 4556)

Elections et référendums : modes de scrutin : réforme (p. 4555)

Finances publiques : fonds publics : contrôle (p. 4555)

Outre-mer : institutions : stabilité (p. 4555)

Outre-mer : Polynésie française : développement économique (p. 4556)

Outre-mer : Polynésie française : institutions (p. 4554)

Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 4556)

Projet de loi n° 343 relatif au parc naturel régional de Camargue

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [4 décembre 2007] (p. 4918)

Son intervention (p. 4922)

Thèmes :

Agroalimentaire : Compagnie des salins du Midi (p. 4922)

Environnement : Parc naturel régional de Camargue : biodiversité (p. 4922)

Environnement : Parc naturel régional de Camargue : oiseaux migrateurs (p. 4922)

Environnement : Parc naturel régional de Camargue : participation du public (p. 4922)

Explications de vote et vote [4 décembre 2007] (p. 4922)

Ses explications de vote (p. 4922)

Vote pour du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 4922)

Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 2008] (p. 46)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 57)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 63)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 88) : rejetée (p. 93)

Thèmes :

Droit pénal : fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG) (p. 89)

Droit pénal : injonction de soins (p. 89)

Droit pénal : irresponsabilité pénale pour trouble mental (p. 90)

Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 89)

Justice : centres socio-médico-judiciaires de sûreté (p. 88)

Justice : expertise : psychiatres (p. 89)

Justice : rétention de sûreté (p. 88)

Justice : rétention de sûreté : inconstitutionnalité (p. 57)

Justice : rétention de sûreté : pays étrangers (p. 90)

Justice : rétention de sûreté : peines (p. 57)
 Justice : victimes (p. 90)
 Système pénitentiaire : réforme (p. 63, 88, 91)
 Système pénitentiaire : détenus : maladies mentales (p. 90)
 Système pénitentiaire : détenus : soins en détention (p. 63, 88)

Discussion des articles [9 janvier 2008] (p. 97)

Article 1er (instauration de la rétention de sûreté – soins en détention – surveillance judiciaire prolongée)

Son intervention (p. 97)
 Son amendement n° 94 (de suppression) (p. 99)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
 PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [6 février 2008] (p. 774)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 779)

Son intervention (p. 781)

Thèmes :

Droit pénal : irresponsabilité pénale pour trouble mental (p. 783)
 Droit pénal : répression : mineurs (p. 783)
 Justice : rétention de sûreté (p. 782)
 Lois : rétroactivité des lois : droit pénal (p. 779)
 Système pénitentiaire : insertion professionnelle et sociale (p. 782)
 Système pénitentiaire : soins en détention (p. 779, 782)
 Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 782)

Projet de loi constitutionnelle n° 561 rectifié modifiant le titre XV de la Constitution

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 188, 221)

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 237) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 240)

Thèmes :

Elections et référendums : référendums : souveraineté (p. 238)
 Parlement : prérogatives (p. 238)

Politiques communautaires : Charte des droits fondamentaux (p. 237)

Union européenne : politique de la défense (p. 238)

Union européenne : subsidiarité (p. 238)

Union européenne : traité constitutionnel (p. 237)

Union européenne : traité de Lisbonne : ratification (p. 237)

Discussion des articles [15 janvier 2008] (p. 240)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 12 de Mme Marylise Lebranchu (respect des langues régionales inscrit dans la Constitution) (p. 243)

Intervient sur l'adt n° 13 de M. Marc Le Fur (adhésion à la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires) (p. 243)

Proposition de loi n° 571 facilitant l'égal accès des femmes et des hommes au mandat de conseiller général

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 février 2008] (p. 687)

Son intervention (p. 694)

Thèmes :

Assemblée nationale : déclaration d'urgence : lois (p. 694)
 Elections et référendums : cumul des mandats : suppléants (p. 694)
 Elections et référendums : scrutin de liste : parité (p. 694)
 Partis et mouvements politiques : Parti communiste : représentation proportionnelle (p. 695)

Discussion de l'article unique [5 février 2008] (p. 695)

Après l'article unique

Intervient sur l'adt n° 1 de M. Bernard Derosier (loi applicable à partir du 1er janvier 2009) (p. 696)

Proposition de loi n° 433 portant réforme de la prescription en matière civile

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1921)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1923) : rejetée (p. 1926)

Thèmes :

Droit civil : prescription : délais (p. 1924)
 Droit pénal : discrimination : indemnisation des victimes (p. 1923)
 Droit pénal : discrimination : jurisprudence (p. 1923)
 Entreprises : salariés : carrière (p. 1924)
 Entreprises : salariés : indemnisation des victimes (p. 1925)
 Femmes : égalité professionnelle : prescription (p. 1924)
 Travail : discrimination (p. 1923)
 Travail : licenciements : indemnisation (p. 1925)

Discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1934)

Article 1er (réforme des règles de la prescription extinctive)

Ses amendements n^{os} 19 et 20 (p. 1935 et s.)
 Son intervention (p. 1938)

Explications de vote et vote [6 mai 2008] (p. 1944)

Ses explications de vote (p. 1945)
 Vote contre du groupe Gauche démocrate et républicaine (p. 1945)

Déclaration du Gouvernement n° 876 sur les langues régionales**[7 mai 2008] (p. 1959)**

Son intervention (p. 1962)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : cultures régionales (p. 1963 et s.)
 Culture : langues régionales (p. 1962 et s.)
 Enseignement : langues régionales (p. 1963)
 Langue française : usage (p. 1962 et s.)
 Organisations internationales : UNESCO (p. 1963 et s.)
 Politique sociale : cohésion sociale : droits de l'homme et libertés publiques (p. 1964)

Projet de loi n° 907 portant réforme portuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3510, 3541)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 3524)
 Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3550)

Thèmes :

Transports : transport combiné (p. 3550)
 Transports par eau : manutention portuaire : réforme (p. 3525, 3550)
 Transports par eau : ports maritimes : crédits budgétaires (p. 3525, 3550)

Discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3551) ; [18 juin 2008] p. 3580)

Article 1er (réforme de l'organisation portuaire et création des grands ports maritimes)

Ses interventions (p. 3555 et s.)